



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU FINISTÈRE

Préfecture du Finistère

Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial
Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques

ARRETE DU 20 JUILLET 2018
prescrivant l'ouverture d'une enquête publique
relative à la demande d'autorisation environnementale
présentée par la société GUYOT ENVIRONNEMENT QUIMPER
en vue de l'extension de son centre de transit, regroupement et traitement de déchets
exploité 405 route de Rosporden, au lieu-dit « Menez Prat », à Quimper
et de l'agrément du site en tant que centre VHU

Le Préfet du Finistère
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite,

- VU** le code de l'environnement dans ses sections relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux enquêtes publiques, notamment les articles L.123-1 à L.123-18, L.181-1 à L.181-12, L.511-1 à L.512-6-1, L.512-14 à L.512-21, R.123-1 à R.123-27 et R.181-36 à R.181-38 ;
- VU** l'annexe à l'article R 511-9 du code de l'environnement susvisé constituant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 28-06AI du 13 juillet 2006, complété par l'arrêté préfectoral n° 43-14AI du 14 octobre 2014, autorisant la société QUIMPER RECUPERATION, devenue société GUYOT ENVIRONNEMENT puis société GUYOT ENVIRONNEMENT QUIMPER, à exploiter 405 route de Rosporden, au lieu-dit « Menez Prat », à Quimper un centre de tri, de transit et de regroupement de déchets ;
- VU** la demande d'autorisation environnementale présentée le 15 janvier 2018 par la société GUYOT ENVIRONNEMENT QUIMPER, dont le siège social est situé 405 route de Rosporden, au lieu-dit « Menez Prat », à Quimper, et complétée le 05 juin 2018, en vue de l'extension de son centre de tri, de transit et de traitement de déchets exploité à la même adresse (installations classées pour la protection de l'environnement) et de l'agrément du site en tant que centre VHU (véhicules hors d'usage) (déchets) ;
- VU** l'arrêté de l'autorité environnementale du 08 septembre 2017 dispensant le projet susmentionné de la production d'une étude d'impact ;
- VU** le rapport du 21 juin 2018 de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) concluant à la complétude et à la régularité du dossier de demande d'autorisation environnementale susvisé ;

VU la décision du 10 juillet 2018 du conseiller délégué du tribunal administratif de Rennes désignant Mme Michèle EVARD-THOMAS, retraitée de l'éducation nationale, en qualité de commissaire enquêteur ;

CONSIDERANT que le projet relève de la procédure d'autorisation après enquête publique au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRETE

ARTICLE 1^{er} - CONTENU ET CALENDRIER

La demande d'autorisation environnementale présentée par la société GUYOT ENVIRONNEMENT QUIMPER, dont le siège social est situé 405 route de Rosporden, au lieu-dit « Menez Prat » à Quimper, en vue de l'extension de son centre de transit, de regroupement et de traitement de déchets exploité à la même adresse (installations classées pour la protection de l'environnement) et de l'agrément du site en tant que centre VHU (véhicules hors d'usage) (déchets) sera soumise à une enquête publique d'une durée de seize jours du 04 septembre 2018 au 19 septembre 2018 inclus.

L'enquête publique sera ouverte le mardi 04 septembre 2018 à la mairie de Quimper, commune siège de l'enquête publique.

Le dossier de l'enquête publique contiendra notamment les pièces suivantes :

- la demande d'autorisation environnementale du porteur de projet comportant en particulier les coordonnées du maître d'ouvrage, une étude d'incidence environnementale, une étude de dangers, des annexes et des plans ;
- le présent arrêté d'ouverture d'enquête publique ;
- l'arrêté de l'autorité environnementale dispensant le projet précité de la production d'une étude d'impact.

ARTICLE 2 - DESIGNATION DU COMMISSAIRE ENQUETEUR

Mme Michèle EVARD-THOMAS, retraitée de l'éducation nationale, est désignée en qualité de commissaire enquêteur par le tribunal administratif de Rennes. En cas d'empêchement, le président du tribunal administratif ordonne l'interruption de l'enquête, désigne un commissaire enquêteur remplaçant et fixe la date de reprise de l'enquête.

ARTICLE 3 - PUBLICITE DE L'ENQUETE

Affichage

Le rayon d'affichage de l'avis au public prévu par la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement est de 2 kilomètres et comprend les communes de Quimper, d'Ergué-Gabéric et de Saint-Evarzec, concernées par les risques et inconvénients dont le projet pourra être la source.

Dans chacune de ces communes, l'avis d'ouverture d'enquête sera affiché à la mairie quinze jours au moins avant l'ouverture de l'enquête publique et restera visible pendant toute la durée de celle-ci. Les maires concernés adresseront au préfet du Finistère un certificat d'affichage attestant l'accomplissement de cette formalité.

Dans les mêmes conditions de délai et de durée, et sauf impossibilité matérielle justifiée, le pétitionnaire procèdera à l'affichage du même avis sur les lieux prévus pour la réalisation du projet. Cet affichage, prévu au IV de l'article R.123-11 du code de l'environnement, devra être visible et lisible de la voie publique et être conforme aux caractéristiques et dimensions fixées par l'arrêté du 24 avril 2012 du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement.

Presse

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête sera publié par le préfet du Finistère, aux frais du pétitionnaire, quinze jours au moins avant le début de l'enquête dans deux journaux locaux (éditions du Finistère). Cet avis au public sera rappelé dans les mêmes éditions dans les huit premiers jours suivant l'ouverture de l'enquête publique.

Internet

L'avis au public sera consultable, dans le même délai, sur le site internet de la préfecture du Finistère à l'adresse suivante : www.finistere.gouv.fr - rubrique Publications - Publications légales.

ARTICLE 4 - MODALITES DE CONSULTATION DU DOSSIER

Pendant toute la durée de l'enquête publique, le dossier, composé des pièces prévues à l'article R.123-8 du code de l'environnement et notamment de l'étude d'incidence environnementale et de l'arrêté de l'autorité environnementale dispensant le projet de la production d'une étude d'impact, sera consultable à la mairie de Quimper, commune siège de l'enquête, aux jours et heures habituels d'ouverture au public ainsi que sur le site internet de la préfecture du Finistère à l'adresse indiquée à l'article 3 du présent arrêté.

Il sera également consultable gratuitement sur un poste informatique à la mairie de Quimper aux jours et heures habituels d'ouverture au public.

ARTICLE 5 - OBSERVATIONS DU PUBLIC

Le public pourra formuler ses observations et propositions pendant la durée de l'enquête soit sur le registre mis à disposition en mairie de Quimper, commune siège de l'enquête, soit par correspondance (Mairie de Quimper - Commissaire enquêteur - CS 26004 - 29107 Quimper cedex) soit par voie électronique (mel : commissaire.enqueteur@quimper.bzh) en précisant à l'attention de Mme Michèle EVARD-THOMAS, commissaire enquêteur.

Les observations et propositions adressées par voie postale ou électronique ou écrites sur le registre seront consultables, dans les meilleurs délais, au siège de l'enquête et sur le site internet mentionné à l'article 3 du présent arrêté.

Le registre sera complété des observations et propositions reçues par voie postale ou électronique.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public à la mairie de Quimper aux dates et heures suivantes :

- le mardi 04 septembre 2018 de 09 h 00 à 12 h 00
- le samedi 15 septembre 2018 de 09 h 00 à 12 h 00
- le mercredi 19 septembre 2018 de 14 h 00 à 17 h 00.

Les observations et propositions du public seront communicables aux frais de la personne qui en fera la demande pendant toute la durée de l'enquête.

ARTICLE 6 - INFORMATION COMPLEMENTAIRE

Toute information complémentaire sur le dossier pourra être demandée auprès de la société GUYOT ENVIRONNEMENT QUIMPER, par téléphone : 02.98.80.03.30 ou par courriel : enquete.publique@guyotenvironnement.com

ARTICLE 7 - COMMUNICATION DU DOSSIER

Le dossier d'enquête publique sera communicable à toute personne sur sa demande et à ses frais, avant l'ouverture de l'enquête publique ou pendant celle-ci, conformément aux dispositions de l'article L.123-11 du code de l'environnement.

ARTICLE 8 - CONSULTATION DES CONSEILS MUNICIPAUX

Les conseils municipaux des communes de Quimper, d'Ergué-Gabéric et de Saint-Evarzec seront appelés à donner leur avis au plus tard dans les quinze jours suivant la clôture du registre d'enquête.

ARTICLE 9 - COMPLEMENT DE DOSSIER VERSE EN COURS DE CONSULTATION

Lorsqu'il entend faire compléter le dossier d'enquête publique par des documents utiles à la bonne information du public dans les conditions prévues à l'article L.123-13 du code de l'environnement, le commissaire enquêteur en fait la demande au responsable du projet ; cette demande ne peut porter que sur des documents en la possession de ce dernier.

Les documents ainsi obtenus ou le refus motivé du responsable du projet sont versés au dossier tenu au siège de l'enquête et sur le site internet dédié. Lorsque de tels documents sont ajoutés en cours d'enquête, un bordereau joint au dossier d'enquête mentionne la nature des pièces et la date à laquelle celles-ci ont été ajoutées au dossier d'enquête.

ARTICLE 10 - VISITE DES LIEUX PAR LE COMMISSAIRE ENQUETEUR

Lorsqu'il a l'intention de visiter les lieux concernés par le projet à l'exception des lieux d'habitation, le commissaire enquêteur en informe au moins quarante-huit heures à l'avance les propriétaires et les occupants concernés, en leur précisant la date et l'heure de la visite projetée.

Lorsque ceux-ci n'ont pu être prévenus, ou en cas d'opposition de leur part, le commissaire enquêteur en fait mention dans le rapport d'enquête.

Le commissaire enquêteur peut également auditionner toute personne ou tout service qu'il lui paraît utile de consulter pour compléter son information sur le projet. Le refus éventuel, motivé ou non, de demande d'information ou l'absence de réponse est mentionné par le commissaire enquêteur dans son rapport.

ARTICLE 11 - REUNION PUBLIQUE, PROLONGATION DE LA CONSULTATION

Lorsqu'il estime que l'importance ou la nature du projet ou les conditions de déroulement de l'enquête publique rendent nécessaire l'organisation d'une réunion d'information et d'échange avec le public, le commissaire enquêteur en informe le préfet du Finistère ainsi que le responsable du projet en leur indiquant les modalités qu'il propose pour l'organisation de cette réunion. Le commissaire enquêteur définit, en concertation avec le préfet du Finistère et le responsable du projet, les modalités d'information préalable du public et du déroulement de cette réunion.

En tant que de besoin, la durée de l'enquête peut être prolongée dans les conditions prévues à l'article L.123-9 du code de l'environnement pour permettre l'organisation de la réunion publique. A l'issue de la réunion publique, un compte rendu est établi par le commissaire enquêteur et adressé dans les meilleurs délais au responsable du projet ainsi qu'au préfet du Finistère. Ce compte rendu ainsi que les observations éventuelles du responsable du projet sont annexés par le commissaire enquêteur au rapport d'enquête.

ARTICLE 12 - CLOTURE DE L'ENQUETE PUBLIQUE

A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête est clos par le commissaire enquêteur qui rencontre, dans les huit jours, le responsable du projet. Il communique les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse au responsable du projet qui dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

ARTICLE 13 - REDACTION DU RAPPORT ET DES CONCLUSIONS

Le commissaire enquêteur établira un rapport qui relate le déroulement de l'enquête et examine les observations recueillies.

Il consignera, dans une présentation séparée, ses conclusions motivées au titre des différentes réglementations mentionnées à l'article 1 du présent arrêté, en précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Le commissaire enquêteur transmettra au préfet du Finistère le dossier d'enquête déposé au siège de l'enquête, accompagné du registre mis à disposition du public et des pièces annexées, avec le rapport et ses conclusions motivées dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête. Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions au président du tribunal administratif de Rennes.

Le rapport, les conclusions du commissaire enquêteur et, le cas échéant, le mémoire en réponse du demandeur seront adressés par le préfet du Finistère au demandeur ainsi qu'à la mairie de chacune des communes où s'est déroulée l'enquête pour y être sans délai tenus à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Ces documents seront également consultables sur le site internet de la préfecture du Finistère : www.finistere.gouv.fr - rubrique Publications - Publications légales, pendant un an.

ARTICLE 14 - AUTORITE DECISIONNAIRE

Le préfet du Finistère est l'autorité compétente pour autoriser l'exploitation de l'extension du centre de tri, de transit et de traitement de déchets 405 route de Rosporden, au lieu-dit « Menez Prat », à Quimper, par la société GUYOT ENVIRONNEMENT QUIMPER et pour lui accorder l'agrément centre VHU pour ce site.

ARTICLE 15 - EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture du Finistère, les maires des communes de Quimper, d'Ergué-Gabéric et de Saint-Evarzec et la société GUYOT ENVIRONNEMENT QUIMPER sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Quimper, le **20 JUIL. 2018**

Pour le préfet,
le directeur de cabinet,

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke extending to the right.

Martin LESAGE

Destinataires :

- M. le président du tribunal administratif de Rennes
- MM. les maires de Quimper, Ergué-Gabéric et Saint-Evarzec
- M. l'inspecteur des installations classées - DREAL, UD29
- M. le directeur départemental des territoires et de la mer du Finistère - SA
- Mme Michèle EVARD-THOMAS, commissaire enquêteur
- M. le directeur de la société GUYOT ENVIRONNEMENT QUIMPER